

Croissance et immigration. Le Luxembourg qui change

Victor Weitzel a interviewé Claude Wey sur les changements socio-démographiques qui touchent le Luxembourg. L'entretien a été publié le 15 avril 2002 dans *Le Quotidien* sous le titre suivant :

« Les changements : de plus en plus visibles »

Les changements qui touchent le Luxembourg sont devenus l'enjeu d'un débat public. Après Romain Kirt et Fernand Fehlen, *Le Quotidien* donne la parole à Claude Wey, un autre intellectuel luxembourgeois qui s'intéresse en profondeur aux réalités sociales qu'il analyse avant de se laisser aller aux déclarations. L'historien de l'économie et de la société luxembourgeoise codirige actuellement deux projets majeurs, l'un sur l'émigration luxembourgeoise vers l'Argentine, et l'autre sur la société luxembourgeoise vue à travers les derniers recensements.

Entretien : Victor Weitzel

***Le Quotidien* : À tout bout de champ, il est question du Luxembourg qui change. Quels sont les facteurs de changement que l'historien de l'économie et de la vie sociale que vous êtes retient d'abord ?**

Claude Wey : Pour moi, les facteurs de changement essentiels sont la croissance démographique, qui est surtout due à l'immigration, la croissance économique et le phénomène des frontaliers que cette croissance a entraîné. Il y a quarante ans, le pays comptait 315000 habitants, dont 41000 étrangers, le phénomène frontalier existait, mais était marginal, la croissance était soutenue et soumise à des inflexions conjoncturelles plus fortes. Aujourd'hui, le pays compte 440000 habitants, autour de 90000 frontaliers, et depuis quelques années, la croissance moyenne du PIB se situe au-dessus des 5% par année. Ce qui a changé, ce ne sont pas les phénomènes en soi, comme l'immigration, la croissance, la navette des frontaliers, c'est leur accélération depuis le début des années 90 dans le cadre d'une économie déterminée par le secteur financier qui est en surchauffe permanente. Cette accélération a eu pour effet de rendre ces changements de plus en plus visibles dans la vie quotidienne : embouteillages à l'entrée du pays le matin et à la sortie du pays le soir, gares et trains bondées, nouveaux opérateurs de transports publics, notamment transfrontaliers, l'explosion de la construction de lotissements, la fusion de localités autour de noyaux urbains dont elles sont devenues les banlieues, etc.

Quel est l'impact de ces phénomènes sur la société luxembourgeoise ?

Abordons ces changements par leur impact sur la population active, puisque c'est elle qui crée les richesses de ce pays. 62% des emplois au Luxembourg sont occupés par des non-Luxembourgeois. En d'autres mots, presque deux tiers des emplois salariés sont occupés par

des résidents étrangers ou des frontaliers, un tiers par des nationaux. Encore faut-il dire que nombre des salariés nationaux sont engagés dans le secteur public et parapublic. La part des Luxembourgeois du secteur privé est réduite. De l'autre côté, la société luxembourgeoise est une société multiculturelle dans laquelle les Portugais, les Italiens, les Français, et les Belges sont les plus nombreux. Bien qu'il soit beaucoup question d'intégration du côté officiel, le fonctionnement de la société luxembourgeoise s'apparente davantage aux modèles anglo-saxons de coexistence côte à côte des communautés qu'au modèle français qui préconise une plus forte implication des individus dans la société d'accueil.

La conjonction d'un tel marché de l'emploi avec une coexistence des communautés à l'anglo-saxonne n'est pas sans poser des problèmes de cohésion sociale.

C'est exact. Surtout que la cohésion sociale est au centre des préoccupations politiques depuis les années 30. Les Luxembourgeois sont très attachés à la paix sociale. Pour y arriver, le catholicisme social et la social-démocratie, qui sont les mouvances politiques dominantes, ont élaboré un modèle social particulier. Une négociation sociale qui aboutit suppose une solution par consensus, une solution donc où il n'y a pas de perdant. Paix sociale, modèle social et consensus sont les axes de ce que l'on entend ici par cohésion sociale. Et tout cela a été institutionnalisé par la tripartite. Ceci dit, il faut souligner que les salariés étrangers bénéficient de l'égalité des droits dans le domaine de la négociation sociale et dans les institutions qui cadrent le modèle social.

Mais il n'en reste pas moins que ceux qui résident au Luxembourg, c'est-à-dire presque 38% de la population, ne disposent pas de droits politiques qui leur permettent de participer à la vie politique nationale. Deux tiers de la population active sont exclus des processus de décision qui permettent de réguler la vie socio-économique luxembourgeoise. Or, les politiques luxembourgeoises dépendent exclusivement de l'électorat national. S'ils veulent changer quelque chose, ils ne peuvent recevoir un mandat que de ceux qui bénéficient des droits politiques. Il n'est pas évident qu'ils disposent d'assez de marge de manœuvre pour se consacrer aux nouveaux droits des étrangers. La cohésion sociale existe pourtant. Du moins est-elle cimentée par la conjoncture économique. Depuis 50 ans, l'économie luxembourgeoise a évolué d'une façon tellement favorable qu'elle a contribué à assurer la cohésion sociale.

Qu'est-ce qui pourrait fragiliser cette cohésion ?

Que le comportement des acteurs change et que ces changements ne soient pas compris par les gens en place. Regardez les frontaliers. Petit à petit, ils prennent conscience qu'ils sont l'un des piliers déterminants de l'économie luxembourgeoise. Ils ne constituent plus ni une main-d'œuvre d'appoint ni une soupape de sécurité en termes de marché de travail dont on pourrait se débarrasser en temps de crise. Même s'ils n'ont qu'une vue souvent partielle de leur rôle à partir de leur entreprise, ils sont devenus incontournables, ne serait-ce que parce que le profil de leur qualification a changé. Les employeurs luxembourgeois cherchent de plus en plus de la main-d'œuvre qualifiée qu'ils ne trouvent plus sur place. Ceux qui sont aujourd'hui engagés le sont parce que leur valeur ajoutée est à la fois réelle et vitale pour les entreprises. Aux décideurs économiques et politiques d'ajuster leur perception des frontaliers à cette nouvelle réalité où la déférence et le désintérêt sont déplacés.

Y a-t-il des conséquences politiques à tirer de la situation présente ?

Certainement. Car il y a la question des résidents étrangers. D'ailleurs, et bien que le sujet soit délicat et que la marge de manœuvre ne soit pas évidente, de plus en plus de décideurs politiques se posent des questions à ce sujet. Après d'autres, le Premier ministre a bien évoqué il y a quelques jours la nécessité d'introduire la double nationalité pour augmenter le nombre des citoyens qui pourraient aller aux urnes. Son intervention dans le cadre de la campagne de l'ASTI ne devrait pas manquer de déclencher une large discussion. Si une telle démarche avait du succès, elle pourrait constituer un apport plus que déterminant en faveur d'une cohésion sociale plus approfondie dans un Luxembourg qui change. Quand je dis approfondie, j'entends par là que l'on irait vers une intégration sociale et politique des étrangers qui voudraient bénéficier de l'offre de la double nationalité. L'on pourrait aller au-delà de la coexistence multiculturelle qui caractérise encore trop souvent les relations entre Luxembourgeois et étrangers.

Deux encarts :

État et changement

La cohésion sociale au Luxembourg n'est pas dénuée d'une certaine fragilité structurelle. La coexistence des communautés au sein de notre petite société multiculturelle tient à peu de choses. S'y ajoutent que les potentialités de régulation de l'État luxembourgeois sont limitées et peuvent encore l'être à l'avenir. L'Union européenne et l'internationalisation de notre économie vont changer les conditions sous lesquelles l'État exercera ses prérogatives souveraines. Une Grande Région économique est en train de naître qui demandera à être gérée. L'intervention politique et institutionnelle de l'État dans la société va changer. Ses capacités de régulation sur l'économie dite nationale vont diminuer. Les équilibres socio-économiques vont changer entre acteurs sociaux et régionaux. La complexité des changements qui sont en train de s'opérer sous nos yeux n'est pas encore assez discutée. Entre autres la question de l'intégration des frontaliers dans cette intervention.

Cas unique en UE

Les frontaliers au Luxembourg représentent un phénomène unique en Europe par l'ampleur de ce mouvement quotidien. Ils représentent par ailleurs 37% de la population active du pays. Dans un premier temps, ils ont été recrutés comme une force d'appoint par les entreprises et comme un moyen de faire pression sur les salaires. En même temps, ils étaient censés servir de soupape de sécurité en cas de crise. Cela ne peut plus être le cas maintenant. Ils constituent une part structurelle du marché du travail local. Leur qualification correspond aux exigences d'une économie de services qui ne recrute que ceux dont elle a vraiment besoin. Il ne faut pas les considérer comme un danger, mais comme une nouvelle donne dans une société qui doit leur aménager une participation réelle à un modèle social qui doit évoluer. Sinon, des problèmes de cohésion toucheront d'abord les entreprises pour s'étendre ensuite au reste de la société, ce qui risquerait fort d'ébranler notre édifice social.